



14 février 2013

LA FILPAC A RENCONTRÉ LE CHEF DE CABINET DU 1^{ER} MINISTRE

A l'occasion du déplacement à Reims de Jean-Marc AYRAULT et de Vincent PEILLON, une délégation C.G.T. a été reçue par Jean-Pierre GUÉRIN, chef de cabinet du Premier ministre. Assistaient aussi à cette entrevue : Francis SOUTRIC, secrétaire général de la préfecture et Jean-Marie MEUNIER, vice-président du Conseil régional de Champagne-Ardenne.

La délégation C.G.T., conduite par Jean-Pierre Lenglet, secrétaire général de l'Union départementale de la Marne était composée de représentants syndicaux de 4 entreprises de la Marne : Grandéco (Grantil), de Châlons-en-Champagne, Nobel Plastic, équipementier automobile de Vitry-le-François, Presstalis (ex. NMPP) et de L'UNION (et le Pôle CAP, bien sûr, représenté par Emmanuel BUSSON, délégué syndical).

Cette entrevue fait suite également aux entretiens que nous avons eu avec Pierre BESNARD, chef de cabinet de François HOLLANDE et avec Michel YAHIEL, conseiller social de l'Élysée.

Un historique de la situation de L'UNION et du Pôle CAP a été fait, notamment la période mai/juin 2012, rappelant au passage la situation faite par GHM, puis les tractations GHM-ROSSEL, qui avaient eu pour conséquence de tenter de faire porter le chapeau à la CGT de l'échec du rapprochement entre les deux larrons. Il a été rappelé également que nous avons bien compris que les Pouvoirs publics avaient choisi leur camp (pas en Suisse), ce qui s'est confirmé par la suite avec le feuilleton de la saison automne/hiver GHM-TAPIE-ROSSEL sur la presse du Sud Hersant.

Rappel a été fait que le groupe ROSSEL avait finalement acheté le Pôle CAP à moindre frais (moins de 10 millions d'euros ?), avec un outil d'impression pratiquement payé et une trésorerie en bien meilleur état qu'au mois de juin, et surtout en se débarrassant de l'encombrant GHM et son endettement abyssal.

Aussi, nous ne comprendrions pas que ROSSEL cherche encore à se payer largement sur la bête, au nom du sacro-saint EBE à 10 %, même si nous sommes prêts à négocier une réorganisation et une restructuration, raisonnable et raisonnée, des composantes du Pôle CAP, comme nous l'avons toujours fait par le passé.

Le département de la Marne et la région Champagne-Ardenne n'ont sûrement pas besoin de voir des salariés du Pôle CAP venir grossir la liste déjà trop longue de ses chômeurs.

Il a d'ailleurs été rappelé que le président de la Région, Jean-Paul BACHY, s'était déclaré très attentif quant à la suite du dossier ROSSEL et notamment le volet emploi.

Les représentants de PRESSTALIS et du Pôle CAP ont dit à Jean-Pierre GUÉRIN que la FILPAC-CGT, au plan national, était demandeuse d'une large table ronde avec les éditeurs et les Pouvoirs publics sur l'évolution et l'avenir de la presse et sa distribution, notamment le respect de la loi Bichet sur la mutualisation de la distribution de la presse, seule garante d'une distribution équitable de tous les titres.